Information réglementée – Bruxelles, Paris, 17 novembre 2016 – 7h30

## Déclaration intermédiaire - T3 2016

## Résultat net part du groupe du 3<sup>e</sup> trimestre 2016 de EUR 309 millions

- Résultat net récurrent de EUR 99 millions, intégrant l'impact de la mise en œuvre de l'accord avec l'Etat autrichien portant sur la dette de Heta Asset Resolution AG
- Contribution fortement positive des éléments de volatilité comptable de EUR 176 millions, dans un contexte de marché favorable, succédant à un épisode négatif au 2<sup>e</sup> trimestre, marqué par le vote en faveur de la sortie du Royaume Uni de l'Union européenne
- EUR 34 millions liés à des éléments non récurrents, intégrant la plus-value sur cession de la tour CBX à La Défense

Baisse limitée du total de bilan, à EUR 233,5 milliards au 30 septembre 2016, principalement sous l'effet de l'amortissement des portefeuilles d'actifs

# Evolution du mix de financement, marqué par une progression de l'encours de dette garantie, atteignant EUR 70,1 milliards à fin septembre

- Réduction du financement des banques centrales à EUR 5 milliards, son plus bas niveau historique, partiellement compensée par des financements sécurisés
- Hausse du recours à la dette garantie, dans un contexte de progression du niveau de cash collatéral versé par le groupe

## Ratio « Common Equity Tier 1 » de Dexia SA à 17,2 % au 30 septembre 2016

- Impact positif du résultat net du trimestre et de l'amélioration de la réserve AFS
- Baisse de EUR -3,6 milliards des actifs pondérés des risques à EUR 46,4 milliards, notamment sous l'effet de la réduction des portefeuilles d'actifs

# Evolution de la gouvernance du groupe, marquée par un renforcement du comité de direction

- Proposition de nomination au comité de direction de Dexia et de Dexia Crédit Local d'Aline Bec, en tant que Directeur des Opérations
- Proposition de nomination au comité de direction de Dexia et de Dexia Crédit Local de Guy Cools, en tant que Responsable des Actifs, en remplacement de Claude Piret

Wouter Devriendt, administrateur délégué de Dexia SA, a déclaré: « Le groupe Dexia affiche un résultat net de EUR 309 millions au 3<sup>e</sup> trimestre 2016. Il intègre des éléments exceptionnels tels que l'impact de la mise en œuvre de l'accord avec l'État autrichien dans le dossier Heta Asset Resolution, ainsi qu'une contribution positive des éléments de volatilité comptable, après l'impact fortement négatif du Brexit au 2<sup>e</sup> trimestre. Ce résultat renforce le capital du groupe, alors que la solvabilité restera un sujet d'attention en 2017, dans un contexte de renforcement des exigences prudentielles.

La gouvernance du groupe a évolué, avec les propositions de nomination d'Aline Bec et de Guy Cools au comité de direction. J'ai souhaité élargir le comité de direction afin d'intégrer dans l'organe de gouvernance la fonction centrale de la résolution ordonnée que constitue le pilotage de la continuité opérationnelle. »

Robert de Metz, président du conseil d'administration de Dexia SA, a déclaré : « Le groupe poursuit l'adaptation de son modèle opérationnel. La centralisation des activités opérées en Espagne et au Portugal, réalisée à travers la fusion de Dexia Sabadell et de Dexia Crédit Local constitue à ce titre une étape importante. Ce transfert d'activités vers la plateforme parisienne du groupe permet de simplifier et de centraliser le fonctionnement opérationnel de Dexia tout en réduisant ses coûts. »

Dexia publie, pour la période prenant fin au 30 septembre 2016, une déclaration intermédiaire basée sur des chiffres non audités au 30 septembre 2016.

Le trimestre a vu la poursuite des politiques monétaires accommodantes en Europe et aux États-Unis, dans un climat marqué par une conjoncture économique toujours fragile et en l'attente des élections présidentielles aux États-Unis et du référendum italien sur la réforme constitutionnelle proposée par le gouvernement. Malgré les incertitudes sur les modalités de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et un affaiblissement de la livre sterling, les marchés financiers ont connu une période d'accalmie, après les perturbations constatées au lendemain du référendum.

Les résultats annuels du groupe pour l'année 2016 seront publiés le 23 février 2017. À partir de 2017, Dexia ne publiera plus de résultats trimestriels, dans un souci de simplification opérationnelle, liée à la mise en œuvre du plan de résolution du groupe. Le calendrier financier a été modifié, les résultats semestriels 2017 seront publiés le 31 août 2017.

## 1. Événements et transactions significatifs du 3<sup>e</sup> trimestre 2016

#### a - Environnement de crédit et risque juridique

i – Heta Asset Resolution AG : validation par les créanciers et mise en œuvre de l'accord conclu avec la République d'Autriche

En 2015, l'Autorité autrichienne de surveillance des marchés financiers avait adopté un moratoire temporaire sur une partie substantielle de la dette (capital et intérêts) de Heta Asset Resolution AG. Par ailleurs, la dette avait été partiellement annulée dans le cadre d'un bail-in imposé par le régulateur autrichien le 10 avril 2016. Dexia avait constitué une provision de EUR 197 millions, correspondant à 44 % de son exposition de EUR 395 millions sur Heta Asset Resolution AG et de 5 % de ce montant afin de couvrir son exposition sur les dérivés associés.

Après une longue période de discussions entre la République d'Autriche et le consortium des créanciers de Heta Asset Resolution AG, réuni autour de Dexia Kommunalbank Deutschland, les parties sont parvenues à un protocole d'accord le 18 mai 2016. Celui-ci repose sur le principe d'un échange des titres émis par Heta Asset Resolution AG contre des obligations zéro-coupon d'une maturité d'environ 13,5 ans, émises par le Land de Carinthie via une entité spécifique et bénéficiant de la garantie explicite de la République d'Autriche.

Le 4 octobre 2016, le Ministre des Finances autrichien a annoncé qu'une majorité de créanciers avaient accepté l'accord proposé, permettant la mise en œuvre de celui-ci. L'échange des titres a eu lieu durant le mois d'octobre. Dexia a ensuite vendu les titres reçus dans le marché.

L'impact net positif comptabilisé au 3<sup>e</sup> trimestre de la mise en œuvre de l'accord, correspondant à la reprise de provisions sur la base des conditions prévues dans l'échange de titres, est de EUR 136 millions en coût du risque, auxquels s'ajoutent EUR 3 millions en produit net bancaire. La plus-value liée à la vente, d'un montant non significatif, sera comptabilisé au 4<sup>e</sup> trimestre 2016.

Dexia n'a désormais plus d'exposition à Heta Asset Resolution AG.

#### ii – Décision de la cour suprême néerlandaise dans certains litiges impliquant Dexia Nederland

Le 2 septembre 2016, la Cour Suprême néerlandaise a rendu son verdict dans des litiges portant sur le rôle des intermédiaires dans la vente de produits de leasing d'actions par la Banque Labouchère, une entité acquise par Dexia en 2000 et renommée Dexia Nederland par la suite. Dexia Nederland est actuellement une filiale de Dexia SA.

Cette décision de principe pourrait autoriser les plaignants à demander une indemnité plus élevée que celle prévue par la jurisprudence actuelle, dans le cas où ils auraient acquis ces produits de leasing d'actions via un intermédiaire et où certaines obligations de diligence n'auraient pas été respectées par cet intermédiaire. L'impact financier pour Dexia dépendra de la capacité des plaignants à justifier devant les tribunaux que ces obligations n'ont pas été respectées. En outre, certaines plaintes formulées sur la base des principes établis par la Cour Suprême néerlandaise pourraient, dans certains cas, faire l'objet d'une prescription.

Prenant acte de cette décision, Dexia a ajusté son provisionnement sur ces litiges pour faire face aux éventuelles conséquences financières.

#### b - Cession de la tour CBX à La Défense

Dexia a décidé début 2016 de procéder à la cession de la tour CBX, son siège français situé à La Défense en effectuant une opération de « sale and lease back », à la suite de la réduction de l'activité du groupe qui conduit à n'en occuper qu'une partie.

À la suite d'un appel d'offres, le processus de cession s'est conclu le 21 juillet 2016 par la finalisation et la signature de l'acte de vente de la tour CBX à son promoteur initial, la société Tishman Speyer. Dexia Crédit Local s'est engagé à rester et à occuper une partie de la tour pour une durée d'au moins 9 ans.

Cette cession a permis de dégager une plus-value d'un montant avant impôts de EUR 50 millions, comptabilisée dans les comptes au 30 septembre 2016.

### c - Centralisation des activités de Dexia en Espagne et au Portugal

Le groupe Dexia a engagé depuis plusieurs années des réflexions sur les actions lui permettant de simplifier son modèle opérationnel, d'en renforcer la résilience et de limiter ses dépenses opérationnelles. Ces réflexions ont abouti à un projet de centralisation des activités opérées jusqu'alors par Dexia Sabadell S.A., filiale de Dexia Crédit Local basée à Madrid, ainsi que par sa succursale à Lisbonne. Ce projet repose sur une fusion transfrontalière entre Dexia Crédit Local et Dexia Sabadell et un transfert de la gestion des actifs et des dérivés des deux entités espagnole et portugaise sur les systèmes de gestion de Dexia Crédit Local à Paris.

Le 4 octobre dernier, le ministère espagnol de l'Économie a officiellement autorisé la fusion transfrontalière de Dexia Crédit Local avec sa filiale Dexia Sabadell.

Cette décision a permis l'absorption de Dexia Sabadell par Dexia Crédit Local le 1<sup>er</sup> novembre 2016. Simultanément, deux nouvelles succursales de Dexia Crédit Local, baptisées DCL Sucursal en España et DCL Sucursal em Portugal ont démarré leurs activités. La migration des systèmes de gestion des actifs de Dexia Sabadell vers Dexia Crédit Local à Paris est intervenue à la même date.

Cette fusion a un effet rétroactif comptable au 1er janvier 2016.

#### d – Évolution de la gouvernance du groupe

Aline Bec a été nommée Directeur des Opérations (Chief Operating Officer). Compte tenu de son importance pour la continuité opérationnelle du groupe, le conseil d'administration a décidé d'élargir le comité de dDirection en y incluant cette fonction de Directeur des Opérations (Chief Operating Officer). Aline Bec a donc été proposée membre du comité de direction de Dexia SA, ainsi que de Dexia Crédit Locall.

Guy Cools a été nommé responsable de la filière « Actifs », en remplacement de Claude Piret, dont le mandat a pris fin le 23 octobre. Guy Cools a été proposé membre du Comité de Direction de Dexia SA et de Dexia Crédit Local.

Ces nominations au comité de direction de Dexia SA ne deviendront effectives qu'après approbation par la Banque centrale européenne.

Sous réserve de cette validation, le comité de direction de Dexia SA sera composé de 6 membres :

- Wouter Devriendt, en tant qu'administrateur délégué de Dexia SA;
- Véronique Hugues en tant que Directeur financier;
- Johan Bohets en tant que Directeur des Risques ;
- Benoît Debroise, en tant que Responsable des Financements et Marchés;
- · Guy Cools en tant que Responsable des Actifs ;
- Aline Bec en tant que Directeur des Opérations.

Le conseil d'administration a d'autre part coopté Alexandra Serizay en qualité d'administrateur de Dexia Crédit Local à compter du 15 juin 2016 et de Dexia SA à compter du 27 octobre 2016, en remplacement de Françoise Lombard, démissionnaire. Le conseil prend acte de la démission de Paul Bodart en tant qu'administrateur de Dexia SA avec effet au 16 novembre 2016. Il était également président du comité d'audit de Dexia SA.

## 2. Situation financière non auditée T3 2016 de Dexia SA

Le groupe Dexia a dégagé un résultat net part du groupe positif de EUR 309 millions au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2016. Sur ce montant, EUR 99 millions sont attribuables au résultat net récurrent<sup>1</sup> de la période, EUR 176 millions aux éléments de volatilité comptable<sup>2</sup> et EUR 34 millions au résultat non récurrent<sup>3</sup>.

Le résultat net « récurrent » comptabilisé au 3<sup>e</sup> trimestre s'élève à EUR 99 millions.

Le produit net bancaire « récurrent » du 3<sup>e</sup> trimestre 2016 est de EUR 72 millions. Il est constitué:

- Des revenus de portefeuilles qui atteignent EUR +148 millions, en baisse de EUR -10 millions par rapport au trimestre précédent;
- Du coût de financement de EUR -142 millions, en réduction de EUR -8 millions par rapport au trimestre précédent, sous l'effet de l'amélioration des conditions de financement;
- Des autres revenus, regroupant principalement les revenus liés à la gestion de l'actif et du passif (Asset and Liability Management – ALM), stables d'un trimestre sur l'autre, à EUR 66 millions.

Les coûts s'établissent à EUR -79 millions, en amélioration de EUR 22 millions par rapport au trimestre précédent qui avait été marqué par un niveau plus élevé de charges opérationnelles et par la comptabilisation de taxes et contributions.

L'impact du coût du risque sur le trimestre est très positif à EUR 122 millions, l'application de l'accord conclu entre les créanciers et l'Etat autrichien sur le dossier Heta Asset Resolution AG se traduisant par un impact positif de EUR 136 millions en coût du risque.

4

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Éléments récurrents : éléments liés au portage des actifs tels que les revenus des portefeuilles, les coûts de financement, les charges opérationnelles, le coût du risque et les impôts.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Éléments de volatilité comptable : éléments liés aux ajustements à la juste valeur d'actifs et de passifs incluant notamment les impacts de la norme IFRS 13 (CVA, DVA, FVA), la valorisation des dérivés OTC, le risque de crédit propre (OCR) et la variation du portefeuille WISE (titrisation synthétique sur un portefeuille d'obligations rehaussées).

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Éléments non récurrents : éléments à caractère exceptionnel, non susceptibles de se reproduire de façon régulière incluant notamment les plus ou moins-values sur cession de participations et d'actifs, les frais et gains liés à des litiges, les frais de restructuration.

- La contribution des éléments de volatilité comptable au résultat trimestriel s'élève à EUR 176 millions, l'évolution des paramètres de marché ayant été favorable sur la période, après les tensions observées à fin juin 2016 à la suite du référendum britannique en faveur d'une sortie de l'Union européenne.
- Les éléments non récurrents ont dégagé un résultat positif de EUR 34 millions sur le trimestre. Ce résultat positif inclut notamment la plus-value sur la cession de la tour CBX à La Défense (EUR 50 millions avant impôts), en partie effacée par la comptabilisation de provisions pour litiges.

## 3. Évolution du bilan, de la solvabilité et de la situation de liquidité du groupe

#### A - Bilan et solvabilité

#### a – Évolution trimestrielle du bilan

L'évolution du bilan au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2016 s'inscrit dans une tendance baissière, après avoir progressé au cours du 1<sup>e</sup> semestre de l'année. Ainsi, au 30 septembre 2016, le total de bilan du groupe s'élève à EUR 233,5 milliards, soit une progression de EUR 3,2 milliards par rapport au 31 décembre 2015 et une baisse de EUR 2,4 milliards par rapport au 30 juin 2016, principalement sous l'effet de la réduction des portefeuilles d'actifs. L'impact des variations de change sur l'évolution trimestrielle du bilan est négligeable.

#### b - Ratios de solvabilité

Au 30 septembre 2016, les fonds propres « Common Equity Tier 1 » de Dexia s'établissent à EUR 7 957 millions, contre EUR 7 481 millions au 30 juin 2016. Cette évolution s'explique principalement par le bénéfice du trimestre et l'amélioration de la réserve AFS sur des titres non-souverains.

Les gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres atteignent EUR -6,0 milliards contre EUR -6,3 milliards au 30 juin 2016, principalement sous l'effet du resserrement des marges de crédit sur les souverains italien et espagnol.

Au 30 septembre 2016, les actifs pondérés des risques s'élèvent à EUR 46,4 milliards, dont EUR 43,6 milliards au titre du risque de crédit, EUR 1,8 milliard au titre du risque de marché et EUR 1 milliard au titre du risque opérationnel. Au niveau du risque de crédit, la forte baisse de EUR 3,2 milliards sur le trimestre est due à la réduction du portefeuille d'actifs, ainsi qu'à des adaptations méthodologiques, liés à le revue de modèles de crédit internes, dont l'impact s'est *in fine* révélé moins sévère qu'initialement anticipé.

Ces éléments conduisent à un ratio de solvabilité Common Equity Tier 1 de respectivement 17,2 % et 14,3 % pour Dexia SA et Dexia Crédit Local à fin septembre 2016.

Comme indiqué dans les communications précédentes, Dexia et Dexia Crédit Local appliquent, avec l'aval de leurs superviseurs respectifs, la dérogation permettant de ne pas prendre en compte la réserve AFS sur les titres souverains dans le calcul des ratios de solvabilité<sup>4</sup>.

Conformément au règlement de la Banque centrale européenne du 14 mars 2016<sup>5</sup>, cette discrétion nationale a pris fin au 1<sup>er</sup> octobre 2016. Depuis cette date, la réserve AFS sur les titres souverains est donc déduite de manière progressive du capital réglementaire de Dexia et de Dexia Crédit Local, conformément au

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Article 467 alinéa 3 du Règlement (UE) 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n°648/2012.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Règlement (UE) 2016/445 de la Banque centrale européenne du 14 mars 2016 relatif à l'exercice des options et pouvoirs discrétionnaires prévus par le droit de l'Union (BCE/2016/4).

calendrier de mise en œuvre de la CRD IV. À fin septembre 2016, le montant de la réserve AFS sur les titres souverains de Dexia est de EUR -2 milliards. La suppression à cette date de la discrétion nationale sur les titres souverains aurait eu un impact négatif de 2,7 % sur les ratios Common Equity Tier 1 de Dexia et Dexia Crédit Local. Sur la base des chiffres au 30 septembre 2016, l'application des modalités qui entreront en vigueur au 1<sup>e</sup> janvier 2017 conduit à un ratio Common Equity Tier 1 de 12,5 % pour Dexia et de 10,0 % pour Dexia Crédit Local.

### **B** – Liquidité

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2016, la baisse des taux d'intérêt à long terme s'est poursuivie, ce qui a conduit à une nouvelle progression du montant de cash collatéral versé par le groupe à ses contreparties de dérivés. Le montant net versé en garantie atteint ainsi EUR 38,3 milliards au 30 septembre 2016, contre EUR 37,4 milliards au 30 juin 2016.

Dans un contexte de marché toujours marqué par une très forte volatilité, Dexia Crédit Local est parvenu à clôturer son programme de refinancement annuel à long terme de EUR 12 milliards début septembre et a commencé à préfinancer ses besoins pour 2017.

L'activité de financement sous format garanti a été soutenue et finalement peu pénalisée par les effets du vote britannique du 23 juin 2016.

L'encours des financements sécurisés de marché a diminué de EUR 1,1 milliard au cours du trimestre, pour s'établir à EUR 62,7 milliards au 30 septembre 2016, principalement en raison de l'amortissement du stock d'actifs éligibles à ce type de refinancement. Au cours du trimestre, le groupe a renouvelé un nombre important de financements sécurisés à long terme, dans des conditions de marché favorables.

Enfin, Dexia a continué à réduire son recours aux financements souscrits auprès de la Banque centrale européenne de EUR 2,4 milliards sur le trimestre, ramenant l'encours total à EUR 5 milliards au 30 septembre 2016, dont EUR 4 milliards sous la forme de LTRO et EUR 1 milliard sous la forme de MRO.

L'encours global de dette garantie s'inscrit en hausse, à EUR 70,1 milliards au 30 septembre 2016 contre EUR 68,2 milliards fin juin 2016, afin de compenser la réduction des financements souscrits auprès de la Banque centrale européenne et de financer la progression du cash collatéral versé par le groupe à ses contreparties de dérivés.

Au 30 septembre 2016, le groupe Dexia dispose d'une réserve de liquidité de EUR 16 milliards, dont EUR 12,9 milliards sous forme d'actifs éligibles à la Banque centrale européenne.

## **Annexes**

Annexe 1 – Bilan simplifié (données non auditées)

Principaux agrégats de bilan					
EUR m	31/12/2015	30/06/2016	30/09/2016		
Total de l'actif	230 281	235 887	233 530		
Dont					
Caisse et banques centrales	4 835	3 296	3 565		
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	20 176	22 203	21 456		
Instruments dérivés de couverture	6 672	7 710	7 659		
Actifs financiers disponibles à la vente	22 257	20 468	20 219		
Prêts et créances sur la clientèle	127 876	128 181	126 215		
Comptes de régularisation et actifs divers	38 346	43 395	43 662		
Total des dettes	225 733	232 443	229 430		
Dont					
Banques centrales	15 932	7 350	5 000		
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	22 779	23 706	22 936		
Instruments dérivés de couverture	29 978	39 764	39 703		
Dettes envers les établissements de crédit	48 780	46 284	45 700		
Dettes représentées par un titre	91 532	97 574	98 722		
Capitaux propres	4 548	3 444	4 100		
Dont					
Capitaux propres part du groupe	4 118	3 039	3 686		

Annexe 2 – Adéquation du capital (données non auditées)

EUR m	31/12/2015	30/06/2016	30/09/2016
Common equity Tier 1	8 180	7 481	7 957
Actifs pondérés des risques	51 414	49 960	46 391
Ratio common equity Tier 1	15,9%	15,0%	17,2%

Annexe 3 – Exposition au risque de crédit (EAD) au 30 septembre 2016 (données non auditées)

Répartition par zone géographique				
EUR m	31/12/2015	30/06/2016	30/09/2016	
Etats-Unis	28 753	26 892	27 445	
Italie	27 244	27 396	27 319	
Royaume-Uni	25 821	26 916	27 176	
France	26 617	25 081	23 534	
Allemagne	22 308	22 672	21 888	
Espagne	16 933	15 868	15 136	
Japon	7 560	8 787	8 423	
Portugal	4 193	4 093	4 035	
Canada	2 717	2 864	2 795	
Europe centrale et de l'Est	2 895	2 429	2 354	
Belgique	2 204	2 182	2 153	
Autriche	1 575	1 559	1 571	
Scandinavie	1 471	1 280	1 400	
Pays-Bas	499	567	566	
Suisse	520	592	557	
Hongrie	946	687	478	
Turquie	496	443	440	
Grèce	153	146	139	
Irlande	160	101	136	
Luxembourg	125	104	132	
Asie du Sud-Est	845	907	338	
Amérique centrale et du Sud	552	509	504	
Autres	7 203	7 159	6 730	
Total	181 792	179 235	175 250	

Répartition par type de contrepartie					
EUR m	31/12/2015	30/06/2016	30/09/2016		
Secteur public local	94 426	96 018	94 259		
Souverains	29 511	26 958	26 887		
Etablissements financiers	24 781	24 496	22 873		
Financements de projets	14 734	14 471	14 110		
Entreprises	8 463	8 179	8 120		
ABS/MBS	8 039	7 378	6 919		
Rehausseurs de crédit	1 837	1 733	2 079		
Particuliers, PME, indépendants	2	2	2		
Total	181 792	179 235	175 250		

Répartition par notation					
	31/12/2015	30/06/2016	30/09/2016		
AAA	16,5%	16,9%	17,1%		
AA	22,0%	20,3%	20,5%		
A	21,7%	23,8%	21,8%		
BBB	27,8%	28,4%	30,1%		
Non Investment Grade	10,7%	9,3%	9,2%		
D	1,1%	1,1%	1,1%		
Pas de notation	0,2%	0,2%	0,2%		
Total	100%	100%	100%		

Annexe 4 – Exposition sectorielle du groupe au 30 septembre 2016 (EAD – données non auditées)

Exposition sectorielle du groupe sur certains pays							
EUR m	Total	dont secteur public local	dont financement de projets et entreprises	dont institutions financières	dont ABS/MBS	dont expositions souveraines	dont rehausseurs de crédit
Etats-Unis	27 445	12 680	984	4 306	4 145	3 839	1 491
Italie	27 319	11 159	882	731	107	14 440	0
Royaume-Uni	27 176	12 792	9 958	1 969	1 807	62	588
France	23 534	16 210	3 839	3 383	0	102	0
Allemagne	21 888	18 446	242	2 993	0	208	0
Espagne	15 136	7 441	2 101	4 524	454	616	0
Japon	8 423	6 201	0	1 284	0	939	0
Portugal	4 035	1 834	181	17	87	1 915	0
Pologne	1 560	2	0	0	0	1 558	0
Hongrie	478	23	10	0	0	445	0
Turquie	440	5	3	431			
Grèce	139	50	80	0	8	0	0
Irlande	136		8	71	57		

## Annexe 5 – Qualité des actifs (données non auditées)

	Qualité des actifs		
EUR m	31/12/2015	30/06/2016	30/09/2016
Actifs dépréciés	1 532	1 544	1 526
Provisions spécifiques <sup>(1)</sup>	556	539	413
Ratio de couverture <sup>(2)</sup>	36,3%	34,9%	27,1%
Provisions collectives	422	422	428

<sup>(1)</sup> Provisions sur les prêts et créances et sur les titres à revenu fixe classés en disponibles à la vente

<sup>(2)</sup> Rapport entre les provisions spécifiques et les actifs dépréciés

## Annexe 6 - Notations

Notations au 16 novembre 2016					
	Long terme	Perspective	Court terme		
Dexia Crédit Local					
Fitch	BBB+	Stable	F2		
Moody's	Baa3	Stable	P-3		
Standard & Poor's	BBB	Stable	A-2		
Dexia Crédit Local (dette garantie 2013)					
Fitch	AA	-	F1+		
Moody's	Aa3	Stable	P-1		
Standard & Poor's	AA	-	A-1+		
Dexia Kommunalbank Deutschland (Pfandbriefe)					
Standard & Poor's	А	Stable	-		

Contacts presse Service Presse – Bruxelles +32 2 213 57 39 Service Presse – Paris +33 1 58 58 86 75 Contacts investisseurs Investor Relations – Bruxelles +32 2 213 57 39 Investor Relations – Paris +33 1 58 58 82 48